

La question référendaire est-elle littéraire?

Jacques Godbout

Volume 22, numéro 2 (128), mars-avril 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/29865ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Godbout, J. (1980). La question référendaire est-elle littéraire? *Liberté*, 22(2), 106-111.

Le réformiste

JACQUES GODBOUT

La question référendaire est-elle littéraire ?

« La politique n'est qu'une des composantes de la culture (...) Nous avons pris l'habitude, de nos jours, d'exagérer l'importance du système politique (c'est un héritage du marxisme vulgarisé qu'ont adopté, très curieusement, aussi bien la droite que la gauche), et nous avons cessé d'apprendre ce qu'est la culture. »

Milan Kundera

Invité par les « Canadian Studies » de l'Université Carleton (Ottawa) à venir parler de la situation québécoise, je plonge. Comment peut-on parler, *en anglais*, de ce qui se passe ce printemps ? On insiste, puis on me demande le titre de cet exposé, il faut faire des affiches vous comprenez ! Les universités se sont bureaucratisées au point où les colloques sont prévus six mois d'avance et les affiches imprimées avant que ne soient écrites les conférences. Ce ne sont plus des lieux de spontanéité. La vie y est programmée, le cheminement intellectuel y est précisé comme à la voirie. Un titre ? Bon. Vague et inspirateur. Je connais le genre. Ce que l'on cherche, c'est ce qu'on nomme un thème à colloque, le fourre-tout du discours. Que diriez-vous alors de ceci : « La question référendaire est-elle littéraire ? » C'est à la fois ouvert et précis. Et ça offre toutes les possibilités à l'improvisation. Non ? En anglais ? « Is the referendum question a literary question ? » Ça ira ? En anglais !

Mais justement, la question référendaire se pose à cause de l'anglais ! S'imagine-t-on que le Parti québécois aurait pris nom, se serait agrandi, aurait été élu et aurait proposé ce référendum si nous n'avions parlé français ? Il n'y a aucune autre province canadienne où un tel mouvement puisse exister. La question référendaire appartient de facto au *discours français d'Amérique*. Ce en quoi elle est littéraire. C.Q.F.D. C'est court ? Alors regardons les mots, les concepts, leur utilisation, leur histoire.

De même manière que je lis le *Nouvel Observateur* pour savoir ce qui se pense, et le *Time* pour savoir ce qui se passe, on peut dire qu'en français on pense le monde et qu'en anglais on le dépense. Il y a plus d'étudiants étrangers qui apprennent l'anglais dans le monde qu'il n'y a de citoyens en Angleterre. L'anglais est la langue des modes d'emploi. C'est la langue du faire, de l'agir, de la transformation. Ce n'est pas la langue de la question référendaire.

L'idée d'une question référendaire est née d'une conception de l'histoire. L'idée d'histoire, c'est-à-dire cette notion étrange qui veut que l'on agence le passé, est une idée littéraire. Les événements bruts sont alors mis en place, les personnages éclairés, on donne, *rétrospectivement*, du sens à ce qui n'en avait pas.

D'ailleurs, en français, on ne fait aucune distinction (parfois une majuscule) entre l'*histoire* d'un pays, et celle d'un roman. Il s'agit du même mot. De la même construction. Du même référent : le mythe. Pas plus qu'en français encore on ne distingue le mot nouvelle, pour le journalisme ou la littérature. L'anglais est plus prudent : history, story, news, short story. Le français est plus honnête : l'histoire que l'on raconte est toujours une histoire.

L'histoire du Canada est un roman qui varie, dans ses personnages et ses récits, suivant qu'il est raconté en anglais ou en français. Le roman canadien-français, puis le roman québécois, n'ont cessé de revenir sur la même question, celle de la conquête, celle de la libération, celle de l'indépendance.

Bien sûr cette notion d'indépendance a varié, dans ses formes et ses couleurs, puisqu'elle se pose comme conception du monde. En 1860 les écrivains réclamaient l'indépendance

du Canada, la fin du joug colonial. En 1920 ce sera l'Action Française qui teintera la vision du monde du Chanoine Groulx et de ses disciples. En 1960 ce sera la décolonisation africaine, dont celle de l'Algérie. Barrès à une époque, Fanon à l'autre. Et la littérature québécoise sera nationale, c'est-à-dire qu'elle tentera de nommer et constituer une nation. C'est d'ailleurs ce qu'on nomme la constitution : le texte national, la proclamation, le discours ; la question référendaire poursuit en somme le discours sur l'indépendance, l'autonomie, la prise en charge.

Cette question référendaire, disent les politiciens du Parti québécois, va dans le sens de l'histoire. Qu'est-ce donc qu'un événement qui va dans le sens de l'histoire ? C'est un événement et un rapport de force qui confirment la vision de l'histoire que l'on a. Le marxisme affirme que la lutte des classes et les rapports de production déterminent le cours de l'histoire. D'où chaque événement qui viendra confirmer mon idée de l'histoire, y compris ceux que j'aurai provoqués, fera la preuve du sens que je veux, que je désire.

Les adversaires de l'indépendance s'imaginent qu'ils luttent contre un parti. En réalité ils luttent contre une idée, et c'est pourquoi, tant que cette idée sera transmise de génération à génération, les fédéraux n'auront jamais fini de la combattre. En ce sens ils ne peuvent gagner que des escarmouches, jamais la guerre.

Pourquoi donc alors certains Québécois s'opposent-ils au *Oui* référendaire ? Parce qu'ils n'ont pas la même littérature que les nationalistes. Pour eux l'histoire s'écrit d'abord en Amérique, à l'américaine, et s'édite à Ottawa. Pour les autres, l'histoire s'écrit dans un contexte européen, dans une fidélité française, depuis Québec.

Or, au Québec plus l'on est jeune et plus on est instruit, plus on favorise la souveraineté du pays. S'est-on demandé pourquoi ? N'est-ce pas tout simplement parce que plus on est instruit de l'histoire du Québec et des histoires québécoises plus on se sent prêt à assumer son récit ? Plus on est imprégné d'idées, et non d'intérêts.

La question référendaire a des répercussions économiques, politiques et sociales, mais elle est le produit d'un contexte

culturel. Enlevez au Québec sa musique, sa littérature, c'est-à-dire son cinéma, sa télévision, ses journaux, enlevez au Québec sa langue, et vous n'avez plus de question. La question référendaire n'est pas une question d'hommes d'affaires. Elle ne veut pas maximiser les profits. Elle veut donner à une culture des leviers politiques et économiques. C'est une question qui présuppose l'intervention nécessaire de l'Etat dans le jeu culturel, puisque l'économie de marché (et ses échelles) est la même dans le domaine matériel ou symbolique.

Si l'on accepte que la conquête du Canada par les troupes anglaises provoqua un traumatisme dans la population francophone, si l'on admet l'existence du syndrome pathogène des Plaines d'Abraham, si l'on étudie la façon dont des Canadiens français ont tenté de se débarrasser de leur complexe « d'infériorité », l'on voit que la libération semble d'abord et avant tout passer par une lente psychanalyse.

La psychanalyse, contrairement à la chimiothérapie, participe de la manipulation des symboles par le langage. La psychanalyse se situe au niveau de l'apprentissage des mots, dans notre cas ceux de la langue maternelle. Nous avons tenté, depuis la conquête, de nous guérir par la parole, littéraire, religieuse, politique. Par le discours. Nous nous sommes étendus sur le divan de l'histoire et nous avons repris sans cesse le même récit. Nous avons essayé, par les mots, d'occuper une géographie.

Ceux qui ne purent supporter cette psychanalyse eurent deux portes de sortie : les missions à l'étranger et la politique fédérale. Dans un cas enseigner le français aux nègres, comme si cette langue n'était pas menacée à la maison, dans l'autre apprendre l'anglais, car dans cette langue le complexe des Plaines d'Abraham n'existe pas.

Il n'est pas indifférent d'ailleurs que ce soit deux psychiatres qui aient conçu et promulgué les lois sur la langue française au Québec, Cloutier la loi 22, Laurin la loi 101. Les psychiatres savent comme on est malade de la langue et que c'est à ce niveau que tout se pose.

La question référendaire est une forme de discours. Elle prend pour acquis une solidarité nationale, un nous, un collectif, un peuple. Les enquêtes sur le terrain démontrent que,

pour les Canadiens anglais, *l'individu prime sur le groupe*. La réussite personnelle est plus importante que la réussite collective. Pour les francophones, *c'est le groupe qui l'emporte*. L'individu est au service de la nation.

Ce qui fait que les intellectuels du Québec se réjouissent quand ils apprennent la naissance d'un nouveau fromage ! Cette nouvelle entreprise donnera, littéralement, littérairement, à manger à la nation. C'est ainsi que les oeuvres littéraires qui font référence au groupe, au national, resteront dans l'histoire littéraire. Les oeuvres individuelles doivent faire vibrer le sentiment *national* si elles veulent survivre. Il ne suffit pas à un créateur de faire rire ou pleurer, il faut qu'il donne de la fierté !

Le romancier américain voit une situation, compose des personnages et fouille la nature humaine. Le romancier québécois voit une situation, campe des personnages et se met à refaire la confédération.

Est-ce là un comportement de minoritaire ? On aimerait le croire. Mais 5.5 millions de Québécois francophones, réunis dans une géographie qui leur appartient, avec un gouvernement élu dont le budget dépasse les 6 milliards, et le reste, ne forment pas une « minorité » au sens réel du terme. Les Amérindiens nous le rappellent en disant : « pensez à ce que l'on ferait dans une telle situation ! » Le Québécois est minoritaire en Amérique du Nord. Or quand on englobe des continents dans son discours, on peut trouver de nombreuses nations minoritaires !

En réalité il s'agit d'une *idée reçue*. D'une idée ecclésiale : le groupe, la famille, la protection du plus faible, l'intégrité à protéger, la réussite de l'individu qui retombe sur le groupe, c'est ce que l'Eglise nommait le corps mystique. D'où ce petit agacement (comme on dit d'une dent qu'elle agace) des esprits libertaires vis-à-vis du P.Q.

La culture québécoise canadienne-française, c'est la glu de ce corps mystique. Choisir (?) une langue, ou y naître, c'est choisir une histoire de la littérature, des modèles, Baudelaire plutôt que Byron, Molière plutôt que Shakespeare, Sartre plutôt que Mailer. La littérature du Québec, à partir de modèles français, balayée par les modes parisiennes, aura comme origi-

nalité d'être la conscience d'un peuple. Ce peuple aura comme originalité d'être le produit de sa littérature. Comme les écrivains polonais autrefois produisirent la Pologne et plus près de nous les créateurs de Bohême la Tchécoslovaquie.

Le Québec, comme la Tchécoslovaquie, est un pays culturel ; une langue, des créateurs. Produits du pays, et de façon dialectique produisant le pays, les créateurs, les artistes québécois ont amené un gouvernement à formuler une question.

Cette question, c'est le timide reflet de celle que les artistes du Québec posent à la population depuis très longtemps. La psychanalyse a suffisamment duré. La famille devrait savoir qu'elle peut assumer ses paroles et quitter le cocon où elle radote depuis trop longtemps déjà. Eclater ce printemps !

Mais il existe un syndrome de sevrage politique, semblable à l'attachement qu'éprouve l'enfant pour son biberon sans doute. Depuis qu'il en parle, le Québécois se demande si, sans la question de l'indépendance, il lui resterait un sujet de conversation. Car si le référendum récolte un « non » majoritaire, cela aura comme résultat que l'on parlera *plus encore de la souveraineté que si le oui l'emporte*. Tous savent, y compris ceux qui se refusent au mouvement national, que c'est le oui qui mettrait fin au débat, en amorçant les négociations.

Nous avons le choix entre vivre avec style, répondre oui, se donner une signature originale, ou se fondre dans le beige, dans la grisaille des autres provinces, se laisser écrire par d'autres. Il n'y a qu'à se rappeler la grammaire de cette question référendaire : celle du livre blanc, dont le texte alerte, condensé, clair et séduisant fut un succès de librairie ; celle du non, qui puise dans un corpus juridique, technique, lourd qui n'a su rejoindre que de rares lecteurs. D'un côté les communicateurs, de l'autre les pontifes.

Quand, à bout d'arguments, les adversaires en viennent à affirmer que le « oui » représente l'aventure, et le « non » la sécurité, l'on comprend mieux encore l'aspect littéraire de la question référendaire : elle offre à ses répondants une éthique, un style, un récit, et l'occasion de prendre en main l'histoire du roman québécois. Cela ne devrait étonner personne car le pays, quand il n'est pas créé par les armes, est toujours le produit d'un imaginaire.